



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture des Alpes-Maritimes

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP) LOT UNIQUE
Maintenance du contrôle d'accès de la préfecture des Alpes-
maritimes**



**Secrétariat Général Commun, Service Achat, Immobilier & Logistique
147 Boulevard du Mercantour - 06286 Nice cedex 3**

1 – GENERALITES

1.1 OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la maintenance du contrôle d'accès du centre administratif des alpes-maritimes.

1.2 DESCRIPTION

Le présent marché est non alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire

- Un prix forfaitaire annuel pour les visites de maintenance préventive du contrôle d'accès et le dépannage de ses équipements
- des prix unitaires pour le remplacement de pièces defectueuses. Les prestations à prix unitaires donneront lieu à l'émission de bons de commande.

Lieu des travaux :

Les prestations seront exécutées à l'adresse suivante : 147 boulevard du Mercantour
06200 Nice.

Les immeubles concernés par les prestations sont :

- Le bâtiment Mont de Merveilles
- Le bâtiment Authion
- Le bâtiment Pela
- La tour Jean-moulin
- Le bâtiment Silo
- Le bâtiment Estérel

Organismes bénéficiaires :

- Préfecture
- DDETS : Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités
- DDPP : Direction départementale de la protection des populations
- ARS : Agence régionale de la santé
- OFII : Office français de l'immigration et de l'intégration

1.3 CONTENU DE LA PRESTATION

1.3.1 Nature des prestations

Le titulaire proposera une prestation de maintenance (préventive et curative) des matériels listés dans ce chapitre incluant :

- Maintenance de l'ensemble de l'installation (équipements de portes, dispositifs de commandes,

de programmation et de liaisons, modules) ;

- Une visite d'entretien annuelle au cours de laquelle sont assurés le nettoyage, le contrôle du bon fonctionnement mécanique et électrique des différents équipements, la vérification des alarmes techniques depuis leur source ainsi que les prestations suivantes :

Vérification visuelle générale :

Etat des signalisations et commande du contrôle d'accès, intégrité des équipements du contrôle d'accès ;

- Consultations et analyses des historiques des événements et alarmes ;
- Vérification des états des câbles des principaux matériels.

Vérification fonctionnelle de l'installation :

- Vérification du bon fonctionnement des remontées logicielles, lors des essais ;
- Vérification et essais des alimentations,
- Vérification des Unités de Traitement Locales (source d'alimentation et autres modes de communication) ;
- Essais de fonctionnement des points sous contrôle d'accès ;
- Vérification et nettoyage des lecteurs ;
- Vérification et resserrage de la serrurerie, contrôle du bon fonctionnement de la porte, y compris ses équipements ;
- Essais et réglage des cylindres, graissage serrure. Sont inclus :
 - Main d'œuvre et frais de déplacements pour les visites annuelles et les autres interventions ;
 - Tenue d'un carnet d'entretien ;
 - Le remplacement d'une pièce défectueuse
 - Fourniture d'un rapport annuel d'entretien.

Le titulaire s'engage à :

- Assurer une assistance téléphonique en cas de détection de panne ;
- Apporter à la préfecture le support nécessaire au bon fonctionnement des installations qu'il maintient, à diagnostiquer tout problème avec la préfecture de manière à résoudre l'incident le plus rapidement possible ;
- Déclencher les interventions de dépannage suite à l'appel de la préfecture et au résultat du diagnostic justifiant une intervention ;
- Préconiser à la préfecture les modifications et la remise en conformité des installations.

1.3.2 Inventaire sommaire des équipements à maintenir :

MATERIELS

19 UTL-CE Accès Protecsys Intérieur Alimentation 230 V batterie 12V 1,2Ah
2 NetXPrim5 (NetXPrim3 + 24V 2,5A + Batteries 7Ah) - 4 portes
2 NetXPrim5 (NetXPrim3 + 24V 2,5A + Batteries 7Ah) - 8 obstacles
97 Module GPI 485 MB
87 Tête de lecture SmartTCL-X2 Mifare Classic et DESFire
10 Lecteur Intérieur SmartCLX3 Standard
4 Lecteur Intérieur SmartCLX3 Mullion
2 NetXPower5 - Alimentation 24V 2,5A supervisé, secours batterie 7Ah
6 Alimentation secourue SLAT €SAME-2 24V 2,5A C24 Avec Batterie 7Ah
4 Alimentation secourue SLAT €SAME-2 24V 5A C34 Avec Batterie 7Ah
6 Alimentation secourue SLAT €SAME-2 24V 2,5A 7Ah
1 Alimentation secourue SLAT €SAME-2 24V 2,5A 7Ah
2 Alimentation secourue SLAT €SAME 24V 2,5A 7Ah
2 Alimentation secourue SLAT €SAME-2 24V 5A 7Ah
10 Alimentation secourue SLAT €SAME 24V 2,5A 12Ah
9 Alimentation secourue SLAT €SAME 12V 5A 7Ah
1 Alimentation secourue rail DIN SLAT €SAME 12V 2A
71 Serrures KEL 564 Monopoint, béquille contrôlée sortie libre axe 50/70
1 Serrure KEL 460 à béquille contrôlée entrée, sortie libre axe 35
10 Serrure KEL 564 Monopoint, béquille contrôlée sortie libre axe 50/70
1 Serrure KEL560 monopoint, béquille contrôlée sortie libre axe 60/72mm
1 Bouton poussoir de sortie Aritech ACA001
2 B.P. SEWOSY lum Bleue + plaque d'encast avec braille (Porte), BUZ, LED
2 Contact à encastrer pour huisseries acier, 40xø 25.4 mm, sortie 4
2 Contact magnétique en saillie câble 2m
3 Déclencheur manuel vert 2 contact avec capot
7 Ferme porte HL300 avec bras argent
2 Ferme porte TS1000 force 2-3 avec bras compas argent
3 Ferme-porte DC110 Force 2-4, argent EV1

1 Bandeau ventouse aluminium 600mm SEWOSY, 2x300 12/24V +CTC NF S
1 Béquille double POLAR sur plaque, EA70mm, double cylindre, ABLOY
2 Ventouse élect. SEWOSY 300 DaN 12V/24V NFS 61937 + contact
71 Gaine flexible en applique
71 Poignée garniture pour serrure KEL 564 101161
9 Garniture sur plaque INOX pour KEL46x
12 Flexible de porte métal 45cm
1 Flexible acier longueur 45cm diam 9 en applique
2 Flexible acier longueur 60cm diam 9 en applique
1 Kit pose applique pour serrure mortaiser KEL monopoint 50/70-Int/Ext
2 Boîte de raccordement 7 Bornes avec AP (lot de 10 mini)

1.4 Interventions de maintenance système d'accès CADAM

1.4.1 Période d'intervention – accès aux locaux :

Les interventions se dérouleront entre 8h00 et 17h00, du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Les dates de visite seront fixées d'un commun accord par les Parties.

Avant chaque visite, le personnel du titulaire communiquera au minimum deux jours à l'avance l'immatriculation du véhicule d'intervention afin de lui permettre l'accéder au sein du CADAM , puis le jour de la visite il se présentera au responsable technique de la préfecture pour obtenir les informations nécessaires à l'intervention.

Un agent de la préfecture sera présent avec le technicien pendant toute la durée de l'intervention

1.4.2 Compte-rendu de visite

Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu écrit, reprenant les différentes actions réalisées par le titulaire, défaut constaté ou préconisation.

Ce document sera adressé au plus tard sous huitaine au responsable de maintenance représentant la préfecture

1.4.3 Interventions sur appel ou contact internet

Le délai imparti au titulaire pour intervenir en cas de panne des matériels sous contrat est fixée à 24h ouvrées, suivant l'appel téléphonique avec une confirmation écrite (courriel)

Pour toute demande d'intervention après 17 heures, le délai démarrera à la première heure ouvrée du jour suivant

Si l'intervention nécessite un remplacement de pièce, un devis sera transmis avant 16h du jour ouvré suivant la visite

1.4.4 Assistance téléphonique jours ouvrés (inclus dans le contrat)

La préfecture pourra être en relation téléphonique avec un technicien dans l'heure qui suit son appel pendant la période d'intervention citée plus haut pour :

- Conseiller sur les opérations à faire localement ;
- Transmettre si nécessaire une demande d'intervention.

Si le dépannage nécessite un devis ou en cas d'interruption (partielle ou totale), la préfecture

prendra à sa charge, pendant toute la période d'interruption, toutes les mesures conservatoires (gardiennage, etc...) qui s'imposent.

1.4.5 État des lieux et des équipements

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi au début et à la fin du marché.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les installations en parfait état d'entretien et de fonctionnement en vue d'assurer la continuité du service.

1.5 Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire doit informer la préfecture de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler :

- Les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède ;
- Les points de non-conformité des installations et les aménagements qui seraient souhaitables pour optimiser les systèmes ou installations ;
- Toute modification de la réglementation concernant les équipements objet du marché ou toute nouvelle réglementation ;
- Les incidents techniques et financières résultant de toute modification des installations

Le titulaire doit également conseiller à la préfecture sur tout autre point ayant une incidence sur les équipements ou installations associées

1.6 Confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les objets et notamment sans que cette liste soit limitative, tous moyens mis à la disposition du titulaire (clés, badges, plans du site...), toute donnée technique auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la préfecture divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

1.7 QUALIFICATIONS REQUISES

1.7.1 Statut et qualification du personnel

Le titulaire doit fournir du personnel qualifié pour exécuter la prestation. La préfecture peut vérifier leurs qualifications et demander le remplacement d'un employé pour des raisons professionnelles. Les employés restent sous la responsabilité hiérarchique du titulaire.

1.7.2 Protection de la main d'œuvre – conditions de travail

Le titulaire doit respecter les lois en vigueur sur les conditions de travail, salaires et primes, sans que cela modifie les prix du marché. Il doit fournir le matériel nécessaire à l'exécution des prestations. Le personnel du titulaire est soumis aux mêmes règles que le personnel extérieur intervenant sur le site.

1.8 SOUS TRAITANCE

Dans le cas d'une sous-traitance d'une partie de ce marché, l'efficacité de la relation entre le titulaire du marché et son sous-traitant devra être démontrée dans un mémoire technique. L'organisation de la prestation sera illustrée dans toutes les phases de la réalisation de ce marché. Les moyens humains et techniques du titulaire et du sous-traitant seront développés ainsi que les dispositions de communications nécessaires au respect des résultats attendus au titre du présent marché.

Le sous-traitant devra être agréé par le pouvoir adjudicateur de ce marché. Cette sous-traitance pourra être refusée dans le cas où l'entreprise ne serait pas en capacité de répondre aux qualités essentielles requises pour l'exécution du présent marché.

En cas de changement de sous-traitant en cours de marché, la demande d'agrément du sous-traitant devra être accompagnée des mémoires techniques évoqués plus avant.

1.9 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification et d'admission des prestations seront réalisées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

La préfecture peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

1.10 DISPOSITIONS FINANCIERES

Modalités de facturation :

Selon les dispositions légales en vigueur, la facture doit impérativement mentionner l'adresse de facturation si elle est différente, ainsi que le numéro du bon de commande lorsqu'il a été préalablement établi.

La facture est ensuite déposée la plateforme chorus pro

Identité des organismes bénéficiaires :

- PREFECTURE : 110 002 011 00044
- DDETS : 130 009 269 00031

- DDPP : 130 011 216 00020
- ARS : 130 007 982 00106
- OFII : 180 034 027 00011

1.10.1 Montant annuel de la maintenance préventive et corrective

Ce montant sera indiqué par les candidats dans le bordereau de prix en annexe de l'acte d'engagement

Le taux de TVA n'est mentionné qu'à titre indicatif. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe en vigueur au moment du fait générateur.

1.10.2 Prix des prestations sur bon de commande

Sera annexé à l'acte d'engagement un bordereau de prix unitaires des pièces détachés et de la main d'œuvre pour les travaux réalisés en dehors du présent marché..

Les bons de commande sont établis :

- sur la base du bordereau de prix unitaires et fera obligatoirement l'objet d'un devis contenant pièces et main d'œuvre établi par le prestataire.

1.11 PERSONNELS D'INTERVENTION DE L'ENTREPRISE

Les personnels chargés de l'exécution du présent marché doivent avoir été engagés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur sur le territoire national. A cette fin, le titulaire s'engage notamment à fournir, à la demande de l'administration, la copie des titres de résidence sur le territoire national et les autorisations de travail des personnels étrangers chargés de l'exécution des prestations.

Seuls seront admis pour l'exécution des prestations dans les locaux, les employés de l'entreprise agréés par l'administration après production préalable par l'entreprise des renseignements susmentionnés. L'administration se réserve le droit d'agréer individuellement le personnel et peut également demander à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations en cas d'insatisfaction donnée.

L'entreprise est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par leurs faits, des dégâts occasionnés par l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

L'entreprise est responsable de la discipline, du respect des consignes, du respect du secret professionnel et de l'efficacité de ses personnels. Il doit veiller particulièrement à ce qu'ils portent une tenue vestimentaire adaptée et pouvant les distinguer des visiteurs.